

Une agression inadmissible

Le chef du service logement de Suresnes, Pierre Soler a été victime d'une violente agression dans l'exercice de ses fonctions. Celle-ci s'inscrit dans un contexte délétère qui a vu ces dernières semaines se multiplier, les rumeurs calomnieuses, les menaces et les intimidations.

Mercredi 3 juillet à Suresnes, le chef du service logement, Pierre Soler, a été victime, dans son bureau durant de longues minutes, d'une agression extrêmement violente, de la part d'un demandeur qui contestait le traitement de son dossier déposé en février dernier.

Interpellé sur place, par les agents de la Police municipale de Suresnes, l'auteur des faits devait être jugé ce vendredi 5 juillet au Tribunal correctionnel de Nanterre.

Victime de coups et contusions au visage et aux cervicales, Pierre Soler s'est vu attribuer 5 jours d'ITT aux urgences médico-judiciaires de l'Hôpital Raymond Poincaré à Garches, sans préjudice des séquelles physiques et psychologiques.

Christian Dupuy, maire de Suresnes, Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, Loïc Degny adjoint en charge du logement et l'ensemble de la municipalité condamnent avec force cette attaque inadmissible, d'évidence préméditée, qui a visé un agent de la ville dans l'exercice de sa mission au service des Suresnois et expriment tout leur soutien à Pierre Soler ainsi qu'à l'ensemble des agents du service, considérablement choqués par la gravité des faits.

Un soutien psychologique a été mis en place à leur attention et des travaux d'aménagement des locaux seront entrepris afin d'en renforcer la sécurité.

Cette agression intervient malheureusement dans un contexte délétère qui a vu ces dernières semaines se multiplier les rumeurs et accusations calomnieuses, visant les agents du service logement et tout particulièrement son chef, ainsi que les insultes et les menaces jusqu'à l'agression de mercredi.

« Depuis plusieurs semaines le service constatait une recrudescence d'agressivité de la part de certains demandeurs, explique Pierre Soler. Dans le même temps les rumeurs mettant en cause son action étaient véhiculées avec insistance et j'avais moi-même récemment porté plainte pour dénonciation calomnieuse contre une personne les relayant. Ces rumeurs étaient déjà extrêmement blessantes mais évidemment avec l'agression physique des limites ont été franchies qui ne nous permettent pas de réaliser notre mission dans de bonnes conditions. »

Christian Dupuy a demandé qu'une enquête soit diligentée pour déterminer l'origine de ces événements.

« C'est la première fois qu'une telle suite d'incidents se produit et je doute que cela résulte du seul hasard. Ceux qui ont complaisamment colporté ou entretenu des rumeurs peuvent en constater le résultat. Il faut déterminer s'il existe un lien entre leurs auteurs et, si cela résulte d'une stratégie planifiée, en identifier les organisateurs. Il en va de la sécurité de nos fonctionnaires. »